



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
6 mars 2001
Français
Original: anglais

**Assemblée générale
Cinquante-cinquième session
Point 46 de l'ordre du jour
La situation en Afghanistan et ses conséquences
pour la paix et la sécurité internationales**

**Conseil de sécurité
Cinquante-sixième année**

**Lettres identiques datées du 4 mars 2001, adressées
au Président de l'Assemblée générale, au Secrétaire général
et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente du Qatar
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration que le Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar, en sa qualité de Président en exercice de la neuvième Conférence islamique au sommet, a publiée au sujet de la décision que le Gouvernement afghan aurait prise de détruire certains monuments historiques en Afghanistan (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Adel Ali **Al-Khal**

**Annexe aux lettres identiques datées du 4 mars 2001,
adressées au Président de l'Assemblée générale,
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Un responsable au Ministère des affaires étrangères a déclaré que le Qatar, qui assure actuellement la présidence de l'Organisation de la Conférence islamique, avait reçu de sources diverses des appels concernant la décision que les Taliban avaient prise de détruire certains monuments archéologiques situés en Afghanistan.

L'État du Qatar estime que les monuments archéologiques, où qu'ils se trouvent, font partie du patrimoine de l'humanité et qu'il faut les préserver. En conséquence, il demande aux frères afghans de revoir leur décision.
